

Au cœur du projet politique, l'appropriation citoyenne

par Sylvie Larue

A partir des enseignements que nous tirons de la campagne du référendum et de la victoire du Non il nous faut bien mettre en évidence les questions nouvelles qui émergent.

La campagne a été nourrie par une dynamique citoyenne et populaire pour ce qui me concerne jamais vue. On s'est mis à réfléchir, décortiquer le texte, échanger des opinions, écrire des contributions et cela dans tous les milieux, tous les espaces de vie. La campagne a largement dépassé les cadres habituels.

Si elle s'est nourrie de l'apport des initiatives collectives d'organisation comme la nôtre, avec notamment la vente de l'Humanité sur la constitution, l'apport d'organisations comme Attac, les syndicats Cgt, Fsu, Solidaire, Confédération Paysanne ou par des collectifs unitaires, elle a été nourrie aussi par une dynamique autonome.

Des milliers de textes de la constitution ont été diffusés, achetés. Parmi les électeurs, nombreux sont ceux qui ont lu le texte, et plus on le lisait plus le Non progressait. Lire ce texte imbuvable de 448 articles était pourtant exigeant. Des milliers de personnes ont participé à des débats du Oui, du Non, des débats contradictoires. La contribution d'Etienne Chouard a fait le tour des réseaux en France et sans doute au-delà. Des groupes d'amis, de salariés ont organisé des débats, d'autres sont allés porter la contradiction dans les débats du Oui. J'ai été frappée par l'ambiance du meeting unitaire du 17 mai à Rennes, la plus grande initiative de la campagne dans le département et qui a réuni 1000 personnes. C'était très studieux. Beaucoup étaient venus pour chercher les derniers arguments pour convaincre autour d'eux, pour continuer la campagne. Dans les débats, beaucoup de participants avaient acquis une culture approfondie du texte.

Si nous ne considérons pas cela comme une richesse extraordinaire nous passons à côté de quelque chose d'essentiel.

La campagne a été nourrie aussi par la dynamique unitaire autour d'un non anti-libéral et porteur d'une volonté de réorienter la construction européenne loin de tout repli souverainiste.

C'est sur ce contenu que des acteurs du mouvement social se sont rassemblés avec des militants des partis du Pcf, de la Lcr, du Ps, des Verts, des Alternatifs etc... pour mener une campagne politique, pour investir le champ politique alors que jusqu'à maintenant ils considéraient que cela n'était pas de leur responsabilité. Quand 80 %

des adhérents d'Attac décident de mener campagne, est-ce que nous considérons que cela est négligeable ou est-ce que nous considérons que c'est une entrée remarquée et remarquable dans le champ politique ?

Ce rassemblement a contribué à créer une dynamique majoritaire au sein de la gauche et majoritaire dans le pays . C'est bien ce rassemblement qui s'est concrétisé dans un vote, dans le Non de gauche. C'est la mise en pratique de notre slogan de la rue aux urnes.

Ce mouvement a acquis une grande maturité puisqu'il s'est construit contre l'avis de la majorité des grands partis politiques, contre une campagne médiatique féroce. Il a mûri progressivement dans le rejet des politiques libérales en 1995, 1997, 2002, et 2004.

Dans ce rejet, pointent aussi des pistes d'alternative. Nous avons eu le souci au sein du collectif du Pays de Rennes de travailler le contenu de nos tracts en ce sens, avec des propositions pour transformer les institutions européennes, imposer une véritable Charte des droits fondamentaux contraignante, considérer les services publics comme un pilier de l'UE, utiliser le budget européen pour réduire les inégalités et permettre l'harmonisation sociale et fiscale, mettre les outils tels que l'euro et la BCE au service de l'emploi, inscrire comme rôle prépondérant de l'UE sa contribution au règlement pacifique des conflits. Les militants communistes investis dans le collectif ont largement contribué à apporter du contenu dans ces échanges.

Si nous considérons que les atouts de la victoire du Non sont bien la dynamique citoyenne, la dynamique unitaire, et l'apport de contenus anti-libéraux et anti-capitalistes, la question devient comment prolonger cette expérience, comment l'approfondir, comment l'ancrer dans nos pratiques ?

Allons nous être en capacité de relever ce défi ?

Le référendum offrait un cadre d'action, il permettait à tous de se sentir propriétaire du choix. Passer à la construction d'un nouveau projet politique pour une Europe sociale, solidaire et démocratique avec toutes celles et tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à la victoire du Non, avec toutes celles et tous ceux qui pensaient sincèrement faire avancer l'Europe sociale en approuvant le traité, nécessite d'arrêter de parler en terme de débouchés politique . Il n'y pas d'un coté ceux qui travailleraient les contenus et de l'autre ceux qui seront chargés de les porter dans les institutions. Il faut continuer à agir ensemble, à construire et à porter ensemble ce nouveau projet politique.

Alors d'accord pour des assises pour une autre Europe à tous les niveaux, d'accord pour mettre cette proposition en débat et définir avec toutes les forces concernées comment on met en musique cette proposition, et cela sans entrer en concurrence libre et non faussée

avec toutes les initiatives prises ailleurs. D'accord pour considérer que personne, ni aucune organisation ne peut se considérer comme le centre de ce rassemblement, mais de bien de considérer le mouvement populaire comme le seul centre.
